



Action Education
(Anciennement Aide et Action France)
Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Action Education (Anciennement Aide et Action France)

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association Action Education,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Action Education relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2 Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports sur la gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

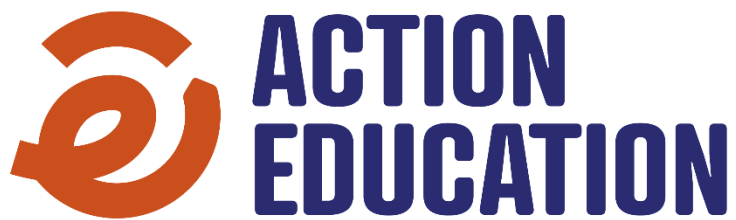
Paris-La Défense, le 15 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Joël Fusil', with a stylized flourish at the end.

Joël Fusil

Comptes annuels 2025



Bilan au 31.12.2025 avant affectation du résultat : ACTIF

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles :	1 149 821	976 520	173 301	90 750
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 043 241	976 520	66 721	90 750
Autres immobilisations corporelles			-	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	106 580		106 580	
Immobilisations corporelles :	3 742 733	1 855 700	1 887 033	1 684 267
Terrains	609 796		609 796	609 796
Constructions	1 405 633	798 952	606 681	634 775
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 487 304	1 056 748	430 556	410 209
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				29 487
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	240 000		240 000	
Immobilisations financières :	126 070	-	126 070	126 274
Participations			-	
Créances rattachées à des participations			-	
Autres titres immobilisés	3 015		3 015	3 015
Prêts	114 804		114 804	114 804
Autres immobilisations financières	8 251		8 251	8 455
TOTAL II	5 018 624	2 832 220	2 186 404	1 901 291
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	6 274	6 220	54	
Créances :	3 546 269	-	3 546 269	3 702 727
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 299 023		1 299 023	1 712 786
Créances reçues par legs ou donations	487 294		487 294	52 183
Autres créances	1 393 594		1 393 594	1 606 738
Charges constatées d'avance	366 358		366 358	331 020
Valeurs mobilières de placement	12 358	-	12 358	12 358
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	6 345 529		6 345 529	6 650 977
TOTAL III	9 910 430	-	9 904 210	10 366 062
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)			-	
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)	90 957		90 957	64 073
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V+VI)	15 020 011	2 832 220	12 181 571	12 331 426

Bilan au 31.12.2025 avant affectation du résultat : PASSIF

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>	5 519 653	5 387 175
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	5 519 653	5 387 175
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	624 115	132 478
Situation nette (sous total)	6 143 768	5 519 653
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	6 143 768	5 519 653
AUTRES FONDS PROPRES		
Fonds non remboursés		
Avances conditionnés		
Droit du concédant		
Total II	-	-
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	488 483	26 957
Fonds dédiés	1 142 797	3 006 312
Total III	1 631 280	3 033 269
PROVISIONS		
Provisions pour risques	142 622	42 865
Provisions pour charges		127 180
Total IV	142 622	170 045
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 264	624 929
Dettes des legs ou donations	238 810	25 237
Dettes fiscales et sociales	474 493	482 171
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 440 637	1 175 725
Produits constatés d'avance	1 260 697	1 300 297
Total V	4 263 901	3 608 359
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	12 181 571	12 331 326

Compte de résultat 2025

	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 402	20 545
Ventes de biens et services	36 502	98 913
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	565 076	1 932 871
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	10 169 457	10 211 204
Mécénats	70 000	122 632
Legs, donations et assurances-vie	101 256	366 442
Contributions financières	1 091 228	666 270
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	54 193	193 232
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	2 759 923	1 377 832
Autres produits	188 121	12
Total I	15 039 158	14 989 952
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 959 264	3 929 656
Aides financières	5 341 634	6 084 403
Impôts, taxes et versements assimilés	30 683	24 624
Salaires	2 149 021	2 180 705
Cotisations sociales	1 286 389	1 224 670
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	154 624	135 515
Dotations aux provisions		5 555
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	896 407	1 339 780
Autres charges	669 860	57 150
Total II	14 487 882	14 982 058
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	551 276	7 894
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	78 457	130 355
Reprises sur dépréciations et provisions	64 073	53 602
Différences positives de change	22 237	3 947
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	164 767	187 903
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	90 843	64 073
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	1 085	551
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	91 928	64 624
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	72 839	123 279
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	624 115	131 173
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		4 215
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		2 909
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	1 306
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	15 203 925	15 182 070
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	14 579 810	15 049 592
EXCEDENT OU DEFICIT	624 115	132 478
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature		9 644
Bénévolat	46 783	38 574
TOTAL	46 783	48 218
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		9 644
Personnel bénévole	46 783	38 574
TOTAL	46 783	48 218

Avant-propos

L'ensemble des comptes et annexes présentés sont en Euros et font partie intégrante des comptes annuels d'Action Education.

L'exercice 2025 s'est clôturé pour Action Education avec un excédent de 624 115 €. Le total du bilan en fin de période est de 12 181 571 €.

Les comptes annuels définitifs ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 05 juin 2026.

1. Faits marquants de l'exercice

L'année 2025, a été marquée par la validation officielle des nouveaux statuts par le Ministère de l'Intérieur, entérinant l'aboutissement d'une transformation d'Aide et Action » à Action Education.

Cet acte officiel consolide notre légitimité et permet de déployer la nouvelle marque avec une pleine capacité juridique, assurant la cohérence entre notre mission sur le terrain et notre existence légale.

L'année 2026 verra l'aboutissement de cette transformation par la mise en place d'une gouvernance unique, démocratique et internationale.

2. Principes et méthodes comptables

2.1 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.
- L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.
- Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement n° 2014-03 et suivants modifiés par le règlement ANC 2022-06 de l'Autorité des normes comptables, en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :
 - règlement ANC n° 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels modifié par le règlement ANC 2023-03 ;

2.2 CHANGEMENT DE REGLEMENTATION COMPTABLE

Les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC n°2023-03.

Les principaux changements sont détaillés ci-après :

Changements relatifs à la présentation du bilan :

Les frais d'établissements sont ressortis du poste « immobilisations incorporelles » et apparaissent désormais sur une ligne distincte au-dessus des rubriques de l'actif immobilisé.

Le poste « Charges constatées d'avance » a été reclassé dans la rubrique « Créances ».

Changements relatifs à la présentation du compte de résultat :

Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont supprimés.

Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation. Le montant de ces quote-part de subvention d'investissement s'élève à 0 euros sur l'exercice 2025.

Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ». Ces produits de cession s'élèvent à 0 euros au 31/12/2025 contre 0 euros au 31/12/2024.

Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ».

Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ». Ces valeurs comptables des éléments d'actifs cédés s'élèvent à 0 euros au 31/12/2025 contre 0 euros au 31/12/2024.

Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ».

En application du règlement ANC 2022-06, dorénavant seules les opérations se rattachant à un événement majeur et inhabituel peuvent faire l'objet d'une comptabilisation en produits ou charges exceptionnels.

2.3 Méthode d'agrégation des comptes

Les comptes de l'association Action Education intègrent également les financements octroyés aux entités du réseau Action Education / Aide et Action juridiquement autonomes à hauteur des dépenses réalisées à la date de clôture : AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Afrique, AIDE ET ACTION Asie du Sud Est (Hors Vietnam) AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Inde.

2.3.1 Périmètre d'agrégation des activités d'Action Education

Les programmes « intégrés » regroupent les pays dans lesquels les projets sont gérés directement par Action Education. Il s'agit du Vietnam.

Les programmes « non intégrés » concernent les pays suivants vis-à-vis desquels Action Education joue un rôle de tiers financeur :

- Burkina Faso, Bénin, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal, Niger, et Togo dont les actions sont portées par l'association de droit burkinabé AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Afrique ;
- Inde dont les actions sont portées par l'association de droit indien, AIDE ET ACTION Inde ;
- Laos et Cambodge dont les actions sont entièrement portées par l'association de droit thaï AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Asie du Sud Est.

2.3.2 Comptes de liaison

Les opérations réalisées entre Action Education et les programmes « intégrés » ainsi que celles réalisées entre programmes « intégrés » (transactions financières, achats pour compte, transferts de produits, de charges et d'immobilisations) transitent par des comptes de liaison fonctionnant de façon réciproque.

Ces comptes se neutralisent lors de l'agrégation des balances générales propres à chaque programme « intégré ».

Les transferts de fonds réalisés vers les programmes non intégrés sont comptabilisés en comptes courants.

A la clôture de l'exercice, une régularisation est effectuée au regard des dépenses réellement effectuées dans ces programmes. Il en résulte deux situations possibles :

- Les fonds envoyés sont supérieurs aux dépenses réellement engagées ce qui génère la constatation à la clôture d'une créance vis-à-vis de ces entités, comptabilisée en « financement constaté d'avance » à l'actif,
- Les fonds envoyés sont inférieurs aux dépenses réellement engagées ce qui génère la constatation à la clôture d'une dette vis-à-vis de ces entités, comptabilisée en « financement à effectuer » au passif.

2.3.3 Méthode de conversion des comptes en devises

Les balances générales de chaque programme « intégré » sont tenues en devise locale tout au long de l'année et sont converties au 31 décembre en Euros pour les besoins des états financiers de l'Association Action Education, selon les modalités suivantes :

Postes du bilan :

Les immobilisations et amortissements :	taux historique
Comptes de liaison permanents (RAN) :	taux historique
Comptes de liaison du bas de bilan :	taux historique
Comptes de liaison de résultat :	taux historique
Les autres postes du bilan :	taux de clôture

Postes du compte de résultat :

Dotations aux amortissements et VNC des	
Immobilisations cédées :	taux historique
Autres postes :	taux moyen annuel

Cette opération d'agrégation des comptes en utilisant différents taux de conversion génère des écarts de conversion (différence entre les actifs et les passifs des bilans convertis) pour chacun des programmes intégrés. Ces écarts sont comptabilisés au bas du bilan de l'association sur les postes « Écart de conversion actif » et « Écart de conversion passif ».

2.4 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.5 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Actif

2.5.1 Immobilisations incorporelles (annexe 2 et 3)

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatives à la définition, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition :

- Prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- De tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation et sont amorties en linéaire selon les durées suivantes :

Logiciels standards	3 à 5 ans
Sites internet	5 ans
Logiciels développés	10 ans

2.5.2 Immobilisations corporelles (annexe 2 et 3)

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatives à la définition, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les immobilisations corporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition :

- Prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- De tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Conformément au CRC 2002-10, les durées d'amortissement correspondent à la durée d'utilité.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire selon leur durée comme suit :

Constructions	50 ans
Agencements et installations	3 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 4 ans
Matériels de transport	2 à 4 ans
Mobiliers	3 à 6 ans
Matériels de bureau	3 à 6 ans
Matériels informatiques	3 à 4 ans

2.5.3 Immobilisations financières (annexe 2)

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par la valeur d'acquisition après déduction des éventuels remises, rabais et escomptes de règlement.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est devenue inférieure à sa valeur nominale, il convient de constituer une dépréciation égale à la différence entre ces deux valeurs.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont rattachés au coût d'acquisition des immobilisations financières.

2.5.4 Stocks

Les stocks figurant au bilan représentent les stocks d'approvisionnements et de fournitures nécessaires au fonctionnement des programmes et du siège. Ils sont valorisés selon la méthode du "Prix Moyen Pondéré". Des provisions pour dépréciation sont enregistrées quand les articles concernés présentent des taux de rotation anormaux.

2.5.5 Autres créances (annexe 4)

Les autres créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances faisant l'objet de contentieux ou d'une procédure collective sont totalement provisionnées.

2.5.6 Valeurs Mobilières de Placement (annexe 5-1)

En cours d'exercice, la comptabilisation des plus ou moins-values réalisées sur les valeurs mobilières de placement s'effectue selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». A la clôture de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée si le cours de ces valeurs est inférieur à leur coût d'acquisition.

2.5.7 Disponibilités (annexe 5-2)

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse sont évaluées à leur valeur nominale. Les comptes en devises étrangères sont convertis au taux de clôture. Les éventuels gains ou pertes de change résultant de la conversion sont constatés en résultat financier.

2.6 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Passif

2.6.1 Fonds associatifs

Le projet associatif est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association pour réaliser l'objet social.

L'affectation aux fonds associatifs ou la constatation de leur utilisation se réalise lors de l'affectation du résultat annuel sur approbation de l'Assemblée Générale.

2.6.2 Provision (annexes 8)

Action Education applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Ainsi une provision pour risques et charges est comptabilisée à la clôture si l'Association a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources.

Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation des ressources nécessaires à l'extinction des obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances de réalisation.

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées et calculées selon une méthode actuarielle.

Les hypothèses 2025 de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Taux de progression salariale : 2 %
- Tableau de mortalité : 2000-2002
- Modalité de départ en fin de carrière : 64 ans pour les cadres et 64 ans pour les non cadres.

Une provision pour risque de change est comptabilisée pour couvrir l'intégralité des écarts de conversion actifs inscrits au bilan. Ces écarts sont générés majoritairement par l'intégration des comptabilités des programmes intégrés tenus dans une autre monnaie que l'euro.

2.6.3 Fonds dédiés (annexe 9)

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les financements institutionnels constituent des subventions affectées et donnent lieu, le cas échéant, à la constatation de fonds dédiés à la clôture de l'exercice. Il en va de même pour les dons constituant les fonds d'aide d'urgence qui font l'objet d'un appel de fonds spécifique, et certains fonds privés dont la convention spécifie expressément l'utilisation des fonds pour un projet précis.

Les dons issus du parrainage ne sont pas des dons affectés et ne donnent pas lieu à la constatation de fonds dédiés. La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat.

2.6.4 Fonds reportés (annexe 10)

Les fonds reportés concernent les legs, les donations ainsi que les donations temporaires d'usufruit reçues.

Les fonds reportés correspondent aux ressources qui ne sont pas encore disponibles pour la réalisation de l'objet de l'association mais qui le seront dans le futur.

Les fonds reportés sur donations temporaires d'usufruit correspondent au droit relatif à l'usufruit inscrit à l'actif.

Les fonds reportés sur legs et donations enregistrent, à la clôture de l'exercice, la part des ressources reçues par legs ou donations constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice qui n'est pas encore encaissée ou transférée sous déduction des passifs provenant des legs ou donations non encore décaissés.

La contrepartie des fonds reportés enregistrés au titre des legs ou donations s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds reportés ».

Le montant des fonds reportés liés aux legs et donations de l'exercice est rapporté au résultat sur les exercices suivants au fur et à mesure de la réalisation des libéralités avec comme contrepartie le compte « Utilisations de fonds reportés ».

2.7 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat

2.7.1 Legs et donation inscrits au compte de résultat

Fait générateur de la comptabilisation des legs et donations

Le fait générateur de comptabilisation est différent selon que la libéralité correspond à un legs ou bien une donation.

Pour les donations, le fait générateur correspond à :

- Soit à la date de signature de l'acte authentique de donation ;
- A la date de transfert de propriété si elle est postérieure à la date de signature de l'acte authentique.

Pour les legs, le fait générateur correspond à :

- A la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'association. Il s'agit du Conseil d'Administration ;
- A la date d'entrée en jouissance ou d'entrée en possession si ces deux dates sont postérieures à la date d'acceptation par l'organe habilité ;
- A la date de levée de la dernière condition suspensive si le legs est assorti de conditions suspensives.

Méthode d'évaluation des biens

Pour les biens ayant été reçus à titre gratuit, il convient de les évaluer et les comptabiliser pour leur valeur vénale. Cette dernière correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente d'un actif dans des conditions normales de marché et net des coûts directs liés à cette vente.

Enregistrement à l'entrée dans le patrimoine

A la date d'entrée en patrimoine, les biens et créances donnés ou légués sont enregistrés de la manière suivante à l'actif du bilan :

- Les espèces, comptes bancaires et autres actifs financiers sont enregistrés au débit du compte 461 « Créances reçues par legs ou donations », ce compte étant soldé une fois les fonds transférés ;
- Les biens autres que ceux décrits ci-dessus et qui sont destinés, selon la volonté du testateur/donateur ou bien de l'organe habilité de l'association, à renforcer les fonds propres sont enregistrés dans les comptes d'actifs par nature ;
- Les biens destinés à être cédés sont enregistrés au débit du compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ».

A cette même date, il convient d'enregistrer les passifs liés à l'acceptation du legs ou de la donation :

- Les dettes impayées par le défunt avant son décès ainsi que les dettes relatives au bien légué ou donné sont comptabilisées au crédit du compte 466 « Dettes des legs ou donations » ;
- Les engagements pris par l'association au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur font l'objet d'une provision enregistrée au crédit du compte 152 « Provisions pour charges sur legs ou donations » ;
- Les frais de notaires relatifs aux dossiers de legs sont compris dans la rubrique « Dettes des legs ou donations » (compte 466).

A cette même date, il convient d'enregistrer la contrepartie qui correspond à l'actif net dans l'un des deux comptes suivants :

- Dans le compte de fonds propres 1024 « Autres fonds propres sans droit de reprise » si la libéralité est destinée à renforcer les fonds propres ;
- Dans le compte de produit 75432 « Legs ou donations » en l'absence de stipulation particulière.

Enregistrements comptables à la clôture

A la clôture, les biens qui n'ont pas été cédés ou les fonds/titres qui n'ont pas été transférés font l'objet d'une comptabilisation en fonds reportés. Les fonds reportés à comptabiliser correspondent au montant de l'actif net non réalisé.

Des dépréciations peuvent être pratiquées en cas de perte de valeur.

Si les libéralités destinées à être cédées ont été affectées par le testateur ou le donateur à un projet particulier et défini, il convient d'enregistrer un fonds dédié dans le cas où les ressources n'auraient pas été totalement employées conformément à l'engagement pris.

Enregistrements comptables à la sortie du bien

Lorsque le bien reçu par legs ou donation destiné à être cédé est réalisé, alors il convient de procéder à sa sortie de l'actif en mouvementant respectivement :

- Le compte de produit « Produits des cessions d'éléments d'actifs – Immobilisations reçues en legs ou donations destinées à être cédées » pour le montant du prix de cession ;
- Le compte de charge « Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés – Immobilisations reçues par legs ou donations » pour la valeur comptable enregistrée dans le compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ».

Les éventuelles dépréciations et les fonds dédiés font l'objet d'une reprise au compte de résultat.

Les fonds reportés initialement comptabilisés sont repris au compte de résultat par le biais du compte « Utilisations de fonds reportés » au fur et à mesure de la réalisation des libéralités.

2.8.2 Parrainages et dons

Étant donné qu'ils constituent une ressource principale et non accessoire, les recettes de parrainages et les dons sont constatés en produit d'exploitation et non en exceptionnel.

En ce qui concerne la règle d'attachement des produits à l'exercice :

Parrainages : Sont enregistrés sur l'exercice, les règlements des parrainages datés de l'exercice, même s'ils sont encaissés après la date de clôture.

Des écritures en compte de régularisation en « Produits constatés d'avance » au passif sont enregistrées à la clôture dès lors que des parrainages reçus en année N se rattachent à l'exercice N+1.

Dons : Sont enregistrés sur l'exercice, les dons reçus avant la clôture pour les dons en numéraire. Les dons reçus par chèque sont enregistrés sur la base de la date figurant sur le chèque.

2.8.3 Assurances-vie

Les assurances-vie sont enregistrées en produit lors de leur encaissement.

2.8.4 Subvention d'exploitation

Ce sont des aides publiques dont bénéficient les associations affiliées pour leur permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et 2018-06. La part de financement attribuée au titre des exercices futurs, dès lors qu'elle est connue, est inscrite en "Produits constatés d'avance", et l'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu à la comptabilisation de « Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation ».

L'octroi des subventions est formalisé par la signature de conventions entre le financeur et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- Des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions
- Des conditions résolutives relatives à la non-utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles les fonds ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non-levée n'est pas acquise et n'est donc pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutive ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

S'il existe à la clôture un risque de reversement partiel ou de remboursement des dépenses non éligibles au titre du cofinancement, les conséquences dans les comptes sont les suivantes :

- Soit inscription d'une provision pour risque de reversement de subvention
- Soit inscription d'une dette (subvention partielle ou totale à reverser) envers le financeur.

2.8.5 Concours publics

L'association ne dispose pas de ressources de cette nature.

2.8.6 Utilisation des fonds dédiés des exercices antérieurs

Les sommes inscrites sous la rubrique "fonds dédiés" sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte "Utilisations des fonds dédiés".

2.8.7 Charges et produits exceptionnels

Depuis le 01 janvier il n'y a plus de rubrique « charge et produits exceptionnels ». Ces rubriques sont désormais comptabilisées avec les charges courantes.

3. Annexes

Annexe 1 : Actif immobilisé

ACTIFS IMMOBILISES BRUTS	Solde de clôture au 31/12/2024 Valeur Brute	Acquisitions	Mises au rebut	Cessions	Solde de clôture au 31/12/2025 Valeur Brute
Immobilisations incorporelles	1 039 000	110 821			1 149 821
Logiciels informatiques	1 039 000	4 241			1 043 241
Immobilisations incorporelles en cours		106 580			106 580
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					0
Autres immobilisations incorporelles					0
Immobilisations corporelles	3 661 089	111 130		29 487	3 742 732
Terrains	609 796				609 796
Construction	1 405 633				1 405 633
Construction sur sol d'autrui					
Installations et agencements	1 126 129	102 397			1 228 526
Matériel et outillage					0
Matériel de transport	38 589				38 589
Matériel informatique	118 713	8 056			126 769
Equipement de bureau	92 742	677			93 419
Immobilisations corporelles en cours	29 487			29 487	0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					0
Bien reçus par legs ou donations destiné à être cédés	240 000				240 000
Autres immobilisations corporelles					0
Immobilisations financières	126 274				126 070
Titres immobilisés	3 015				3 015
Prêts au personnel	0				0
Dépôts et cautionnements	8 455			204	8 251
Autres prêts	114 804				114 804
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 826 363	221 951	0	29 487	5 018 827

Annexe 2 : Amortissements des immobilisations

AMORTISSEMENTS	Durée retenue	Mode d'amortissement	Solde d'ouverture au 01/01/2025	Dotations	Reprises	Provisions	Solde de clôture au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles			948 251	28 269	0	0	976 520
Logiciels informatiques	10	Linéaire	948 251	28 269	0	0	976 520
Immobilisations incorporelles en cours			0	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles			0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles			1 736 822	125 297	0	0	1 855 700
Terrains			0	0	0	0	0
Construction	50	Linéaire	770 858	28 094	0	0	798 952
Construction sur sol d'autrui			0	0	0	0	0
Installations et agencements	10	Linéaire	763 737	76 040	0	0	839 777
Matériel et outillage			0	0	0	0	0
Matériel de transport	4	Linéaire	14 471	9 647	0	0	24 118
France			0	0	0	0	0
Vietnam			0	9 647	0	0	0
Matériel informatique	4	Linéaire	97 910	9 874	6 419	0	101 365
France			0	9 874	0	0	0
Vietnam			0	0	6 419	0	0
Equipement de bureau	6	Linéaire	89 846	1 642	0	0	91 488
France			0	1 642	0	0	0
Vietnam			0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours			0	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles			0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE			2 685 073	153 566	6 419	0	2 832 220

Annexe 3 : Détail des créances

CREANCES	- 1 an	de 1 à 3 ans	+ 3 ans	Valeur 31 décembre 2025	Valeur 31 décembre 2024	Variation
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0	8 957	-8 957
Fournisseurs débiteurs	0	0	0	0	8 957	-8 957
France				0	8 957	-8 957
Vietnam		0	0	0	0	0
Financements institutionnels	0	1 299 023	0	1 299 023	1 712 786	-413 763
Financeurs débiteurs	0	1 299 023		1 299 023	1 712 786	-413 763
France		1 299 023		1 299 023	1 603 495	-304 472
Vietnam	0			0	109 291	-109 291
Créances reçues par legs ou donation	487 294	0	0	487 294	52 193	435 101
Créances reçues par legs ou donation	487 294	0	0	487 294	52 193	435 101
France	487 294			487 294	52 193	435 101
Vietnam		0		0	0	0
Avances aux partenaires	0	0	0	0	20 630	-20 630
Avances aux partenaires	0	0	0	0	20 630	-20 630
France		0	0	0	0	0
Vietnam	0	0	0	0	20 630	-20 630
Autres créances	-1 883	1 189 120	206 357	1 393 594	1 577 097	-183 503
Créances fiscales et sociales	-1 883	10 760	0	8 877	13 186	-4 309
France	0	10 760		10 760	10 760	0
Vietnam	-1 883		0	-1 883	2 426	-4 309
Autres créances	0	1 178 360	206 357	1 384 717	1 563 911	-179 194
France		1 177 646	0	1 177 646	1 414 965	-237 319
Vietnam		714	206 357	207 071	148 946	58 125
CREANCES	485 411	3 666 503	206 357	3 179 911	3 371 663	-191 752

La diminution des créances s'explique principalement par la baisse des financements institutionnels, qui passent de 1 713 K€ au 31/12/2024 à 1 306 K€ au 31/12/2025, soit une variation de -407 K€. Cette diminution est partiellement compensée par l'augmentation des créances reçues par legs ou donations (+435 K€). Par ailleurs, les autres créances enregistrent une baisse de -177 K€, principalement liée aux créances France. Au global, l'ensemble de ces mouvements explique la variation des créances constatée sur l'exercice

Annexe 4 : Détail des comptes de trésorerie

Annexe 4-1 : Détail des valeurs mobilières de placement

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	31-déc-25	31-déc-24
PARTS SCPI PIERRE ECUREUIL	12 358	12 358
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	12 358	12 358

Aucune moins-value n'est à constater à la clôture de l'exercice.

Annexe 4-2 : Détail disponibilités

DISPONIBILITES	31-déc-25	31-déc-24	variation
Comptes bancaires	6 345 272	6 650 801	-305 529
France	6 259 023	6 427 141	-168 118
Vietnam	86 249	223 660	-137 411
Caisses	257	176	81
France	257	176	81
Vietnam			0
Afrique			0
Asie du Sud Est			0
Amérique Latine et Caraïbes			0
DISPONIBILITES	6 345 529	6 650 977	-305 448

Annexe 5 : Compte de régularisation – actif

Comptes de régularisation ACTIF	31-déc-25	31-déc-24	Variation
Charges constatées d'avance	366 358	331 020	35 338
France	361 973	326 801	35 172
Vietnam	4 385	4 219	166
Produits à recevoir	307	0	307
France	307		307
Comptes de régularisation ACTIF	366 665	153 469	213 196

Annexe 6 : Écarts de conversion actif

Ecarts de conversion Actif	31-déc-25	31-déc-24
Région Asie du Sud Est	90 957	64 073
Vietnam	90 957	64 073
Autres	0	0
Ecarts de conversion Actif	90 957	53 602

Annexe 7 : Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		MONTANT	DONT ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	5 387 175	132 478						5 519 653
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	132 478	-132 478	0	624 115	350 975			624 115
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	5 519 653	0	0	624 115	350 975	0	0	6 143 768

Annexe 8 : Provisions

PROVISIONS	Solde d'ouverture au 01 janvier 2025	Augmentation Dotations	Diminution : reprises de l'exercice utilisées	Solde de clôture au 31 décembre 2025
Provision pour risques	170 045	90 843	118 266	142 622
Provisions pour litiges	42 865	0	42 865	0
France	42 865	0	42 865	0
Vietnam	0	0	0	0
Provision pour risque de change	64 073	90 843	64 073	90 843
France	64 073	90 843	64 073	90 843
Vietnam	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	0	0	0	0
France	0	0	0	0
Autres provisions	63 107	0	11 328	51 779
France	63 107	0	11 328	51 779
Provision pour l'actif circulant	6 220	0	0	6 220
Provisions sur stocks et en cours	6 220	0	0	6 220
France	6 220	0	0	6 220
Vietnam	0	0	0	0
PROVISIONS	176 265	90 843	118 266	148 842

En 2025, le montant total des provisions a diminué de 27 423 €, passant de 176 265 € à 148 842 €. Cette baisse s'explique principalement par la reprise de provision pour litiges d'un montant de 43 K€.

Annexe 9 : Tableau de variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DIDIÉS ISSUS DE :	Code projet	FINANCEMENT	PROJET	Code projet	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Dont fond dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
							Montant global	Dont remboursement	Montant global
Subvention d'exploitation	Afrique								
	Projet sous régional								
	AFR007	AFD	Projet IEPPE	AFR007-AFD-FI-C001 -	83 719	38 717	83 719		38 717
	Burkina								
	BFA005	AFD	Projet EEPR	BFA005-AFD-FI-C001- AFD EEPR -	1 187	0	0		1 188
	Guinée								
	GIN006	AFD	GLCCAP_ Gouvernance locale et contrôle citoyen de l'action publique	GIN006-AFD-FI-GOUIV LOCALE ET CCAP_2020-2022 - GOUVERNANCE LOCALE ET CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE	1 545	0	0		1 545
	GIN004	AFD	CPD_Competences Pour	GN026_2019-2022-AFD-FI-	33 467	15 702	17 684		31 485
	Madagascar								
	MDG006	AFD	Projet SANDRATRA	MDG006-FI - MDG006- PROJET	623 499	197 481	623 499		197 481
	Niger								
	NER004	AFD	Projet NE036 Projet BANA	NE036-FI - NE036	624 122	0	624 122		0
	NER005	AFD	I7-AFD-FI-C001 - FINANCEMEN	G037-AFD-FI-C001 - FINANCEMENT Af	59 404	0	0		59 404
	Asie du Sud Est								
	Vietnam								
	VNM019	UE	Promoting inclusive development for ethnic minority children and youth through employability and improve the resilience for irregular migrant workers from the impacts of COVID-19	EU-EUR007-FI-VNM019 - European Union	21 813	0	0		21 813
	VNM024	UE		EU-EUR007-FI-VNM024 - EU- COVID19	58 234	96 725	58 234		96 725
	VNM024/LAO014	AFD		VNMLAO-AFD-FI-C001 -	47 089	0	47 089		0
Contribution financières d'autres organismes	Cambodge								
	KHM025	EU-FI-COSAVED - EU- COSAVED	Consortium for Sustainable Alternatives and Voice for Equitable Development	EU-FI-COSAVED - EU-COSAVED	1 183 602	464 530	1 183 602		464 530
	Afrique								
	Projet sous régional								
	Burkina								
	BFA003	OIF	PROJET FORSELF	BFA003-FP-C001-OIF -	812	0	0		812
	Niger								
	Guinée								
	GIN002	FONDATION ORANGE	PASS WALIA	GN023-FP-C001-ORANGE 2016-2017	1 532	0	0		1 532
	Madagascar								
	AFR007	LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES		AFR007-FP-C001- FINANCEMENT L OREAL 2022 - FINANCEMENT L OREAL 2022	14 761	731	14 761		731
	MDG006	LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES	Projet SANDRATRA	MDG006-FP-C001-LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES - FINANCEMENT LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES	39 720	7 426	39 720		7 426
	MDG006	REFLEXE SOLIDAIRE	Projet SANDRATRA	AFR007-FP-C001- REFLEXE	50	0	0		0
	Togo								
	TGO004	WEWARD	TG Projet d'Appui à la Réforme des Collèges PAREC 2	TGO004-FP-C001 WEWARD ENTREPRISE - FINANCEMENT WEWARD ENTREPRISE	14 655	0	0		14 655
	Asie du Sud								
	Inde								
	IN122	SNCF	Safe, Healthy and Learning Environment for Migrant Children	IN122-SNCF-FP - IN122-SNCF	7 947	0	0		7 947
	IND053	FINANCEMENT SYNBIONYME	ILEAD	IND053-FP-C006 - FINANCEMENT IND001-FP-C001-LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES - FINANCEMENT LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES	1 092	0	0		1 092
	IND001	LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES			18 332	4 837	18 332		4 837
	IND053	FINANCEMENT TFWA	ILEAD	IND053-FP-C008_TFWA19 -	28 963	0	0		28 963
	Asie du Sud est								
	Cambodge								
	CAM016	FONDATION PSA	Développement d'un environnement de lecture pour améliorer la qualité de l'éducation et de l'alphabétisation	CAM016-FP-C001-PSA2017 - FINANCEMENT FONDATION PSA - année 2017	1 121	0	0		1 121
	CAM016	RENAULT RETAIL GROUP	Développement d'un environnement de lecture pour améliorer la qualité de l'éducation et de l'alphabétisation	CAM016-FP-C001-RRG17 - FINANCEMENT RENAULT RETAIL GROUP- année 2017	465	0	0		465
	KHM017	STICHTING FLOW TRADERS	Cambodian Consortium for Out of School Children	KHM019 - KHM017-FP-C001 - STICHTING FLOW TRADERS - FINANCEMENT STICHTING FLOW TRADERS	469	0	0		469
	Laos								
	LA008	LVMH FRAGRANCE BRANDS	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	LA008-FP-C001 - LVMH16 - FINANCEMENT LVMH FRAGRANCE BRANDS - année 2016	123	0	0		123
	LA008	FONDATION ETINCELLE	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	LA008-FP-C001-FONDATION ETINCELLE - FINANCEMENT FONDATION ETINCELLE	512	0	0		512
	LA008	FONDATION MASALINA	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	LA008-FP-C001-FONDATION MASALINA - FINANCEMENT FONDATION MASALINA	204	0	0		204
	LAO014	FONDS L'OREAL	Enhanced Entrepreneurship and Employment Opportunity for Ethnic Women in Lao PDR Facilitating Opportunities and	VNMLAO-FP-C001 - FONDS L'OREAL	12 235	2 843	12 236		2 843
	LAO015	IO015-FP-LAO015 - LAO015_ET	Resources for Children's Education (FORCE) in Oudomxay Province, Laos Promoting Career	LAO015-FP-LAO015 - LAO015_EDF	0	36 229	0		36 229
	VNM024	FONDS L'OREAL	Development and Business Opportunity for Youth and Women	VNMLAO-FP-C001 - FONDS L'OREAL	8 571	0	8 571		0

Ressources liées à la générosité du public	Afrique								
	Projet sous régional								
	AFR004	AFR005-FP-C001-DIVERS- ALFA/EECREQ - DIVERS DONATEUR - (ALFA) / EECREQ	A Light For Africa (ALFA)	AFR005-FP-C001-DIVERS- ALFA/EECREQ - DIVERS DONATEUR - (ALFA) / EECREQ	2 428	0	0	2 428	
	AFR005	AFR005-FP-C001-MP- EECREQ - DIVERS DON AFFECTE COLLECTE BENEVOLES	Projet EECREQ	AFR005-FP-C001-MP-EECREQ - DIVERS DON AFFECTE COLLECTE BENEVOLES	4 914	4 421	4 914	4 421	
	Bénin								
	BEN003	BEN003-Dons Issus de Particuliers-FP - BEN003 - Dons issus de particuliers	AGIR	BEN003-Dons Issus de Particuliers- FP - BEN003 - Dons issus de particuliers	1 145	0	0	1 145	
	Sénégal								
	SEN002	SN036-FP-CFAN02A1-2019 - SN036	SEN - PAEBCA 2020		0	0	0	0	
	Togo								
	TGO004	TGO004-FP-C001- FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES 2023 - FINANCEMENT FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES PAREC 2	PAREC 2	TGO004-FP-C001- FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES 2023 - FINANCEMENT FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES PAREC 2	33 315	0	0	33 315	
	Asie du Sud est								
	VIE018	VIE018-FP-CFAN03A1-2019 - VIE018	Promoting inclusive and relevant early childhood care and education for ethnic minority and disadvantaged children in Vietnam	VIE018-FP-CFAN03A1-2019 - VIE018	6 078	0	0	6 078	
	Asie du Sud								
	IND058	JEANNINE CHEVOLOT	PAHAL Education et Promotion de la dignité des enfants de travailleurs/ses du sexe (SPID)	IND058-FP-C002 - FINANCEMENT JEANNINE CHEVOLOT - IND058	5 219	0	0	5 219	
	INS003	IND094-FP-CFAN01A1-2019 - IND094	Migration (MIRC)	IND094-FP-CFAN01A1-2019 - IND094	5 994	0	0	5 994	
	URGENCE								
	Népal								
	NEP003	Nepal Emergency Fund-U - Nepal Emergency Fund	Nepal Emergency Project	Nepal Emergency Fund-U - Nepal Emergency Fund	53	0	0	53	
	Sri Lanka								
	LK008	URGSRLK008-U-GP - FINANCEMENT URGENCE SRI LANKA	Sri Lanka Flood Response Programme	URGSRLK008-U-GP - FINANCEMENT URGENCE SRI LANKA	2 143	0	0	2 143	
	VNM000	URG000-U-GP-FONDS URGENCE - FINANCEMENT FONDS URGENCE	Urgence Vietnam	URG000-U-GP-FONDS URGENCE - FINANCEMENT FONDS URGENCE	23 393	0	23 393	0	
	AFR005								
	AFR005	AFR005-U-BURKINA C001- DIVERS - FINANCEMENT URGENCE BURKINA	Urgence Burkina	AFR005-U-BURKINA C001-DIVERS - FINANCEMENT URGENCE BURKINA	28 295	0	0	28 295	
	FRA003								
	FRA003	IEL-2025-2027 - FRA003-FP-C001-FONDATION DU CREDIT MU		FRA003-FP-C001-FONDATION-DU- CREDIT-MUTUEL-2025-2027 - FRA003-FP-C001-FONDATION DU CREDIT MUTUEL 2025 -2027	0	26 764	0	26 764	
	ALL001								
	ALL001	FR-Urgence/Emergency- COVID-19-FP-ALL001 - FR- Urgence/Emergency-COVID- 19	Urgence / Emergency COVID- 19	FR-Urgence/Emergency-COVID-19-FP- ALL001 - FR-Urgence/Emergency- COVID-19	4 092	0	0	4 092	
	Total fonds dédiés				3 006 311	896 407	2 759 873	0	1 142 797

Annexe 10 : Détails des fonds reportés

Référence dossier de legs	Fonds reporté au 31 décembre 2024	Réalisation au cours de l'année	Report de l'exercice	Fonds reporté au 31 décembre 2025
191241		58 463	58 463	58 463
O020230		10 000	10 000	10 000
53594	1 372			1 372
71783	500			500
P135392				
P167338	25 085			25 085
P448140				
O020231		99 340	99 340	99 340
O020232		293 723	293 723	293 723
	26 957	461 526	461 526	488 483

Annexe 11 : Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31-déc-25	31-déc-24	Variation
France	837 328	621 754	215 574
Vietnam	11 936	3 175	8 761
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 264	624 929	224 335

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant Brut	Echéance à un plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
France	837 328	0	0
Vietnam	11 936	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 264	0	0

Les dettes fournisseurs correspondent aux montants dus aux fournisseurs sur une période n'excédant pas un an.

Annexe 12 : Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	31-déc-25	31-déc-24	Variation
Dettes sociales et fiscale à payer	198 566	194 590	3 976
France	172 472	164 518	7 954
Vietnam	26 094	30 072	-3 978
Charges sur congés à payer	266 720	281 505	-14 785
Provision pour congés à payer	171 006	177 898	-6 892
France	161 322	168 020	-6 698
Vietnam	9 684	9 878	-194
Provision pour charges sur congés à payer	95 714	103 607	-7 893
France	95 714	103 607	-7 893
Vietnam			
Autres	9 207	6 076	3 131
France	0	0	0
Asie du Sud Est			0
Trésor Public, impôts sur les sociétés	396	45	351
Vietnam	396	45	351
Divers	8 811	6 031	2 780
France	8 811	6 031	2 780
Dettes fiscales et sociales	474 493	482 171	-7 678

Dettes fiscales et sociales	Montant Brut	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Dettes sociales et fiscale à payer	198 566	0	0
France	172 472	0	0
Vietnam	26 094	0	0
Charges sur congés à payer	266 720	0	0
Provision pour congés à payer	171 006	0	0
France	161 322	0	
Vietnam	9 684	0	
Provision pour charges sur congés à payer	95 714	0	0
France	95 714	0	
Vietnam			
Autres	9 207	0	0
France	0	0	0
Asie du Sud Est			0
Trésor Public, impôts sur les sociétés	396		0
France		0	0
Afrique			0
Vietnam	396		
Divers	8 811	0	0
France	8 811	0	0
Dettes fiscales et sociales	474 493	0	0

Annexe 13 : Autres dettes et charges à payer

Autres dettes	31-déc-25	31-déc-24	Variation
Transferts restant à effectuer sur les programmes	211 526	207 296	4 230
France	0	0	0
Vietnam	211 526	207 296	4 230
Divers créditeurs	1 229 111	968 428	260 683
France	1 229 111	968 428	260 683
Vietnam	0	0	0
Autres dettes	1 440 637	1 175 724	264 913

Autres dettes	Montant Brut	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus d'un an et de cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Charges à payer	211 526	0	0	0
France			0	0
Vietnam	211 526	211 526		
Transferts restant à effectuer sur les programmes	211 526	211 526	0	0
France	0	0	0	0
Vietnam	211 526	211 526		
Divers créditeurs	1 229 111	1 229 111	0	0
France	1 229 111	1 229 111		
Vietnam	0	0	0	0
Autres dettes	1 440 637	1 440 637	0	0

Annexe 14 : Comptes de régularisation – passif

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31-déc-25	31-déc-24	Variation
Vietnam	0	76 849	-76 849
France	1 260 697	1 223 547	37 150
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 260 697	1 300 396	-39 699

Les produits constatés d'avance affichent avec un légère diminution -40 K€.

Annexe 15 : Subventions

NATURE	BAILLEUR	Montant
	AFD	332 549
Subventions d'exploitations	MEAE	3 837
	Union Européenne	228 690
		565 076

Annexe 16 : Legs

LEGS	2025	2024
Produits	562 783	571 942
Montant perçu au titre d'assurances-vie	63 234	67 863
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	499 549	96 000
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	213 473
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	194 606
Charges	461 527	205 500
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	205 000
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	461 527	500
RESULTAT	101 256	366 442

Annexe 17 : Aides financières

VARIATION DES AIDES FINANCIERES en K€	2025	2024
Financement octroyé par AEA Paris (au réseau)	4 891	5 685
Financement octroyé aux associations tiers par AEA Vietnam (hors réseau)	306	210
Financement octroyé aux associations tiers par AEA Paris	145	189
TOTAL	5 342	6 084

Personnes morales bénéficiaires des financements de l'association

Les dispositions du point 2 du décret no 2024-720 du 5 juillet 2024 obligent à inscrire des personnes morales bénéficiaires des financements de l'association et les montants des redistributions versées dans le cadre de ses missions d'intérêt général :

Dénomination	Nature	Adresse	Adresse électronique	Coordonnées téléphoniques	Montants Versés
Aide et Action International Afrique	Association	Immeuble Grunitzky Akofala – Aflao Gakly - Quartier Djidjole - 01BP2998 - Lomé 01 - Togo	aeaiafrique.dra@action-education.org	+228 22 53 80 00	2 897 433 €
Action Education Laos	Association	Unit 39, Hom/Street 15, Phonphanao Village, Xaysettha district, Vientiane capital, Laos PDR	info-lao@action-education.org	+856 21 261 537	344 037 €
Aide et Action Cambodge	Association	6th Floor, #322, Street 182, Sangkat Tek La-ork, Khan Toulkork, Phnom Penh, Cambodia	info-cambodia@action-education.org	+855 23 884 610	991 905 €
Aide et Action India	Association	AA Block, New No.2 (Old No.42), 1st Floor, 3rd Main Road - Anna Nagar, Chennai – 600 040	info.india@action-education.org	+91 44 43300076 / 77	599 755 €
Action Education Suisse	Association	Rue de Vermont 9A 1202 Genève, Suisse	infosuisse@action-education.org	+41 22 716 52 10	164 668 €
					4 997 798 €

Annexe 18 : Etat séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Afrique du Sud	300 €
Allemagne	15 946 €
Andorre	4 308 €
Arabie Saoudite	183 €
Argentine	240 €
Australie	423 €
Autriche	819 €
Belgique	240 €
Belgique	46 945 €
Brésil	300 €
Bulgarie	30 €
Burkina Faso	76 €
Canada	1 704 €
Chine	640 €
Colombie	183 €
Danemark	320 €
Emirats arabes unis	550 €
Espagne	4 762 €
Etats-Unis d Amérique	4 487 €
Finlande	450 €
Finlande	300 €
Grèce	587 €
Guinée	20 €
Guyana	120 €
Hong Kong	240 €
Inde	183 €
Irlande	1 128 €
Islande	144 €
Israël	240 €
Italie	6 274 €
Japon	1 005 €
Luxembourg	7 829 €
Maroc	1 845 €
Mayotte	240 €
Mexique	600 €
Monaco	1 703 €
Nouvelle-Zélande	480 €
Pakistan	304 €
Paraguay	240 €
Pays-Bas	3 275 €
Pologne	250 €
Portugal	3 766 €
Qatar	5 €
Royaume-Uni	380 €
Russie	478 €
Rwanda	1 700 €
Sénégal	20 €
Singapour	2 046 €
Slovaquie	390 €
Slovénie	300 €
Suède	1 543 €
Suisse	11 400 €
Thaïlande	240 €
Togo	240 €
Turquie	528 €
UK	950 €
UK	5 619 €
Viet Nam	560 €
	140 078 €

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application du règlement ANC n° 2022-04 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 est mise à la disposition du public au siège de l'association, situé au 53 Boulevard de Charonne, 75011 Paris, selon les modalités suivantes : sur demande.

Annexe 19 : Produits et charges financières

RESULTAT FINANCIER	31-déc-25	31-déc-24	variation
Produits financiers	164 720	187 903	-23 183
Intérêts et produits assimilés	78 457	130 355	-51 898
France	78 457	130 297	-51 840
Vietnam	0	58	-58
Reprises de provisions et reprises de change	64 073	53 602	10 471
France	64 073	53 602	10 471
Vietnam	0	0	0
Différences positives de change	22 190	3 946	18 244
France	460	95	365
Vietnam	21 730	3 851	17 879
Charges financières	91 928	64 624	27 304
Dotations aux provisions et amortissements	90 843	64 073	26 770
France	90 843	64 073	26 770
Vietnam	0	0	0
Différences négatives de change	1 085	551	534
France	1 085	551	534
Vietnam	0	0	0
RESULTAT FINANCIER	72 792	123 279	-50 487

Le résultat financier a baissé en 2025, passant de 72 792 à 123 279, principalement due à la baisse des intérêts et produits assimilés (-50 k€) en France, ainsi qu'une baisse des différences négatives de change.

Annexe 20 : Autres informations

a) Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes	Commissaire aux comptes 1
Honoraires afférents à la certification des comptes	85 421
Honoraires afférents aux services autre que la certification des comptes	0
TOTAL	85 421

b) Effectifs au 31 décembre 2025

Répartition des effectifs par catégorie	2025 - Effectif moyen employé
France	45
Ouvriers	0
Employés, techniciens, agents de maîtrise	17
Cadres, Ingénieur	28
Vietnam	15
Ouvriers	0
Employés, techniciens, agents de maîtrise	14
Cadres, Ingénieur	1
Total AEA France et Vietnam	60

Les effectifs en France sont stables par rapport à 2024.

c) Etat des 3 et 5 rémunérations les plus élevées

Le montant global des rémunérations brutes des trois salariés les mieux rémunérés s'est élevé à : 240 187 € pour l'exercice 2025 (240 586€ en 2024).

Le montant global des rémunérations brutes versées aux cinq personnes les mieux rémunérées s'est élevé à 366 973 € pour l'exercice 2025 (365 217 € en 2024).

Il convient de rappeler que les membres du conseil d'administration de l'association ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

d) Bénévolat et contributions volontaires

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'Association correspondent à des tâches administratives, de mise sous pli et de traitement du courrier.

Certains bénévoles interviennent à titre tout à fait régulier, et d'autres plus ponctuellement, en fonction de besoins locaux spécifiques. En France, ces contributions assurées par des bénévoles répartis à travers des équipes locales et des bénévoles travaillant au siège représentent 492 jours, soit un équivalent de plus de 3936 heures (base 8h/j). Si le bénévolat existe dans les autres pays d'intervention Aide et Action France, l'association ne dispose pas à ce jour de données permettant d'estimer les heures bénévoles effectuées dans ces pays.

La valorisation a été effectuée sur la base du smic horaire brut d'un montant de 11.88 €

e) Situation fiscale

Les activités prépondérantes menées par Action Education ne sont pas soumises aux impôts commerciaux.

L'association a cessé son activité lucrative au 31/12/2024.

De plus, l'Association est redevable de l'impôt à taux réduit dû sur certains revenus mobiliers et locatifs.

4. Notes sur le Compte de Résultat par Origine et Destination et du Compte d'Emploi des Ressources 2025 (CROD et CER)

Préambule

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du grand public (CER) est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public. Il a été mis en place par la loi n°91-772 du 7 août 1991 modifiée par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005. Le règlement n°2008-12 du 7 mai 2008 du Comité de la réglementation comptable en définit les modalités d'établissement. Le nouveau règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 vient modifier les modalités d'établissement du CER.

L'obligation de mise en place d'un compte emploi ressources a été établie pour des impératifs de transparence, dans la lignée des différents contrôles auxquels sont soumises les associations. Le CER est là pour garantir la bonne gestion de ces fonds et la légitimité de leur utilisation, il précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses.

Le CER fait partie des annexes des comptes annuels.

Le CER est un document financier structuré sous forme de tableau en deux parties, la première partie sur la provenance des fonds récoltés (partie ressources) et, la deuxième partie, sur l'utilisation de ces mêmes fonds (partie emplois).

Le CER est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat pour donner une information globale de l'ensemble des ressources et des emplois.

Structure du CROD et du CER

Structuration du CROD

Le total des débits et crédits du CROD est égal au total des débits et crédits du compte de résultat à la différence près des refacturations de charges aux entités non intégrées. En effet, afin que les ratios calculés par le CROD d'Aide et Action France ne soient pas dénaturés par les refacturations à une entité non intégrée (comme les refacturations à AEAI), une dérogation a été introduite à la règle d'égalité du total des débits et crédits du CROD et des débits et crédits du compte de résultat.

La colonne « Dont générosité du public » du CROD a pour objectif de faire un focus sur les ressources issues de la Générosité du Public et de présenter le suivi des emplois qui y ont été affectés.

Structuration du CER

Le CER ne concerne que les ressources et les contributions volontaires en nature issues de la générosité du public. Un comparatif est fait entre l'année N et l'année N-1.

Afin de mieux comprendre, les définitions suivantes sont nécessaires :

Définition de la mission sociale et principes et méthodes d'affectation des coûts

La mission sociale sont les actions opérationnelles effectivement en lien avec l'objet social de l'association Action Education « le *développement par l'éducation* » (article 1^{er} des statuts) mais aussi les actions de sensibilisation des campagnes d'appel à la générosité publique.

La sensibilisation du public est faite par tous moyens autorisés par la Loi, notamment par le développement du lien de solidarité, fondement de l'association.

Elle contribue à porter un large mouvement pour l'éducation et agit sur tous les facteurs ayant des incidences sur le domaine éducatif.

L'Association favorise l'action militante pour le respect du droit à une éducation de qualité pour tous. Elle s'appuie notamment sur l'engagement bénévole.

L'engagement bénévole au sein d'Action Education contribue à développer la mission de l'association, notamment à travers :

- La promotion de la solidarité internationale ;
- La valorisation du lien solidaire entre tous les acteurs qui soutiennent la cause ;
- Le développement de la vie associative internationale ;
- Les possibilités d'échanges et de rencontres entre tous les acteurs du réseau Action Education/Aide et Action

Le Règlement comptable 2018-06 précise : que « pour chaque mission sociale définie, il convient de procéder à l'affectation de l'ensemble des coûts engagés par l'association. Ces coûts *qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée* peuvent être :

- Soit des coûts directs
- Soit des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés sur la base d'une règle d'affectation préétablie. »

Les règles d'affectation des coûts indirects sur la mission sociale ont donc été précisées par le Conseil d'Administration.

Afin de permettre la diffusion des actions d'Action Education, il a été décidé de renforcer l'information et la sensibilisation du Grand Public, notamment envers les parrains et donateurs.

Les dépenses se composent principalement de :

- 35% (pourcentage revu régulièrement) des coûts du département collecte correspondant à la partie axée sur la sensibilisation du lien solidaire.
- 60% (pourcentage revu régulièrement) des coûts du pôle Communication : partie axée sur la sensibilisation du lien solidaire.

Définition des fonds issus de la générosité du public

Les ressources provenant de la générosité du public sont les suivantes :

- Dons réguliers (y compris parrainage)
- Dons ponctuels
- Recettes de manifestations et de soutien
- Legs et donations
- Mécénat

Règles d'affectation des ressources au financement des emplois

Les calculs et les règles d'affectation de la générosité du public au financement des emplois sont les suivants :

- Les ressources des financements institutionnels et autres ressources affectées financent les projets auxquels elles sont affectées ;
- Les ressources non affectées, hors appel à la générosité du public et provenant de l'étranger financent en priorité la mission sociale (les frais de fonctionnement étant utilisés au niveau du pays de collecte) ;
- Les autres produits financent en priorité les frais de fonctionnement (frais financiers, autres frais, frais d'information et de communication et frais de gestion) ;
- Les reprises de provisions consommées compensent les charges correspondantes inscrites dans les emplois. Les reprises de provisions non consommées financent les emplois de même nature ;
- L'appel à la générosité du public non affectée à des projets particuliers finance le reste : la mission sociale, les frais de collecte, les investissements et les frais de fonctionnement.

5. CROD

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION				
A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public	10 394 868	10 394 868	10 720 823	10 720 823
1.1 Cotisations sans contrepartie	3 402	3 402	20 545	20 545
1.2 Dons, Legs et Mécénat	10 391 466	10 391 466	10 700 278	10 700 278
Dons manuels	10 169 457	10 169 457	10 211 204	10 211 204
Legs, Donations et assurances vies	98 438	98 438	366 442	366 442
Mécénat	123 571	123 571	122 632	122 632
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public	994 989		939 774	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage d'entreprise				
2.3 Contributions financières sans contre partie	700 404		666 269	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	294 585		273 505	
3. Subventions et autres concours publics	933 060		1 932 870	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	118 266		147 602	
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs	2 749 923	4 914	1 377 832	24 810
TOTAL	15 191 106	10 399 781	15 118 902	10 745 633
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales	9 516 460	6 648 725	10 243 958	7 633 246
1.1 Réalisées en France	3 640 436	3 291 128	3 749 490	3 560 931
Actions réalisées par l'organisme	3 640 436	3 291 128	3 749 490	3 560 931
Versement à d'autres organismes				
1.2 Réalisées à l'étranger	5 876 025	3 357 597	6 494 468	4 072 315
Actions réalisées par l'organisme	884 262	287 112	691 858	221 107
Vietnam	884 262	287 112	689 130	218 379
Haïti			2 728	2 728
Versement à d'autres organismes	4 991 762	3 070 485	5 802 610	3 851 208
Aide et Action Afrique	2 916 270	1 965 260	3 316 878	2 243 176
Aide et Action Asie du Sud	731 458	631 182	937 439	930 412
Aide et Action Asie du Sud Est et Chine	1 344 034	474 043	1 537 487	666 814
Aide et Action International	-	-	10 806	10 806
2. Frais de recherche de fonds	1 953 353	1 953 353	1 951 278	1 951 278
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 953 353	1 953 353	1 951 278	1 951 278
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3. Frais de Fonctionnement	2 110 288	1 442 309	1 376 857	1 146 454
4. Dotation aux provisions et dépréciations	90 843		69 682	
5. Impôts sur les bénéfices	9 641		4 870	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	886 407	4 421	1 339 780	14 655
TOTAL	14 566 992	10 048 807	14 986 425	10 745 633
EXCEDENT ou DEFICIT	624 114	350 975	132 477	-
B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	46 783	46 783	38 574	38 574
Prestations en nature			9 644	9 644
Dons en nature	-	-	-	-
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	46 783	46 783	48 218	48 218
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	32 771	32 771	27 882	27 882
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	-	-	-	-
3. Contributions volontaires au Fonctionnement	14 012	14 012	20 336	20 336
TOTAL	46 783	46 783	48 218	48 218
EXCEDENT OU DEFICIT	-	-	-	-

5.1 Tableaux de passages du compte de résultat au CROD

Le tableau ci-dessous permet d'effectuer un rapprochement entre les produits et charges figurant au compte de résultat par nature et les produits et charges renseignés dans le CROD. La ventilation des dépenses de l'association dans le CROD s'effectue grâce à la comptabilité analytique avec pour objectif le respect de la volonté des donateurs, notamment en n'affectant pas de charges de frais de fonctionnement général dans les rubriques « missions sociales » et « frais de recherche de fonds ».

Sous la rubrique « missions sociales », sont rattachées les dépenses mentionnées dans les principes généraux d'établissement du CROD.

Les frais de recherche de fonds destinés à susciter des dons et legs sont clairement distingués des autres frais de communication.

De même, les frais généraux indirects et les frais de communication institutionnelle, hors dotations aux provisions, sont systématiquement imputés en totalité sous la rubrique « frais de fonctionnement ».

5.1.1 Tableau de passage des produits aux ressources du CROD

	Produits Liés à la générosité du public	Produits non liés à la générosité du public	Subventions et autres concours publics	Reprises de provisions	Utilisation de fonds dédiés antérieurs	Total des ressources
Cotisation		3 402				3 402
Ventes de produits finis, prestations de services, marchandises		36 503				36 503
Concours publics et subventions d'exploitation			933 060			933 060
Ressources liées à la générosité du public	10 391 466					10 391 466
Contribution financières		700 404				700 404
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		43 857		118 266		162 124
Utilisations des fonds dédiés					2 749 923	2 749 923
Autres produits		113 531				113 531
Produits financiers		100 694				100 694
Produits exceptionnels		0				0
Total	10 391 466	998 391	933 060	118 266	2 749 923	15 191 106

5.1.2 Tableau de passage des charges aux emplois du CROD

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES				FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		FRAIS DE FONCTIONNEMENT	Dotation aux provisions et amortissements	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	VNC éléments actifs cédés figurant dans les rubriques:		TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					Autres produits liés à la générosité du public	Autres produits non liés à la générosité du public	
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes									
Achat	33 829		57 155		22 170		36 535						149 689
Services extérieurs	649 099		52 595		1 002 688		222 345						1 926 727
Autres services extérieurs	1 002 450		159 773		372 298		348 327						1 882 848
Impôts taxes et versements assimilés	116 811		21 052		31 569		54 298		9 641				233 370
Charges de personnel	1 805 525		278 118		524 627		631 407						3 239 677
Autres charges de gestion courante	32 722		5 296 628		-		672 096						6 001 445
Charges financières	-	-	-	-	-		1 086						1 086
Charges exceptionnelles	-	-	-	-	-		274						274
Amortissements	-		10 705		-		143 920						154 624
Provisions	-	-	-	-	-		-	90 843					90 843
Fonds dédiés	-	-	-	-	-		-			886 407			886 407
TOTAL	3 640 436	-	5 876 025	-	1 953 353	-	2 110 288	90 843	9 641	886 407	-	-	14 566 992
Provisions Fonds Reportés (Legs)										461 527			461 527
Autres charges sur legs ou donations							2 819						2 819
Immobilisations reçues par legs ou donations							-						-
TOTAL 2	3 640 436	-	5 876 025	-	1 953 353	-	2 113 107	90 843	9 641	1 347 934	-	-	15 031 338

5.2 RESSOURCES

L'origine des ressources est résumée sur le graphique ci-dessous :

- Générosité du public 68 %
- Utilisations de fonds dédiés antérieurs 18%
- Fonds privés et autres produits 7 %
- Financements public 6%
- Reprise de provision 1%

5.3 EMPLOIS

5.3.1 Missions sociales

Réalisées en France :

La formation au développement du réseau bénévole, les projets, l'information et la sensibilisation du public constituent les missions sociales réalisées en France. Elles s'élèvent en 2025 à 3 640 K€ (3 750 K€ en 2024) et se décomposent de la manière suivante :

- Formation au développement du réseau bénévole : 97 K€ (contre 40 K€ en 2024). Ces charges représentent les frais de déplacement du personnel du service et des bénévoles pour la promotion et la formation des groupes locaux, la production d'outils pédagogiques et les frais liés aux actions dans les écoles et auprès des étudiants.
- Projets : 545 K€ (441 K€ en 2024). Ces charges représentent les coûts directs et indirects des projets éducatifs.
- Information et sensibilisation du public : 2 998 K€ (3 269 K€ en 2024). Ces charges sont constituées des activités de sensibilisation qui ont pour objectif la sensibilisation de différents publics. 35 % du fundraising et 60 % de la communication.

Réalisées à l'étranger :

Les dépenses opérationnelles (missions sociales), d'un montant total de 5 876 K€ (6 494 K€ en 2024), sont articulées entre les actions « réalisées directement » et les « versements à un organisme central ou d'autres organismes ». La répartition opérée entre ces deux rubriques est faite par référence au lien juridique existant entre l'entité française et l'entité bénéficiaire des fonds.

Les réalisations directes de 884 K€, suite à la séparation des comptes qui arrive à son terme, ne concernent en 2024 que le Vietnam qui est le seul établissement rattaché à la France.

Les réalisations effectuées via une autre entité du réseau s'élèvent à 4 992 K€ qui se répartissent entre la direction internationale et nos trois régions d'intervention : L'Afrique, L'Asie du Sud et l'Asie du Sud Est.

Les charges affectées à la mission sociale réalisée à l'étranger sont constituées comme toute mission sociale de coûts directs et indirects :

Dans les directions régionales, figurent des frais de coordination, d'appui et d'animation des programmes (formation et suivi), de développement de la région (étude prospective, analyse contexte, nouveaux pays) qui garantissent la qualité des projets et de développement de la mission sociale (partenariats, campagne, influence), ainsi que des actions de sensibilisation des différents publics (gouvernements, populations, communautés, partenaires...)

Dans les projets (ventilés par pays) figurent toutes les dépenses opérationnelles, leur mise en œuvre et leur suivi, correspondant entre autres aux activités suivantes :

Répartitions des missions sociales :

- France 38 %
- Asie du Sud Est 23 %
- Afrique 31%
- Asie du sud 8%

5.3.2 Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds s'élèvent en 2025 à 1 953 K€ (1 951 K€ en 2024)

Cette rubrique comprend des investissements visant l'acquisition de nouveaux donateurs ou la fidélisation de ceux qui nous soutiennent déjà. On y retrouve aussi 60 % des frais de personnel des équipes basées à Paris travaillant sur la collecte de fonds.

5.3.3 Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement en hausse en 2025 s'établissent à 2 110 K€ en 2025 contre 1 377 K€ en 2024, mais contiennent certaines écritures d'ajustement comptables qui viennent perturber l'analyse pour 674K€. Sans ces écritures, les frais de fonctionnement sont relativement stables (+1%)

Les frais de fonctionnement se composent de :

Frais d'information et de communication :

40 % des frais d'information et de communication autres que les charges visant à la sensibilisation directe à la cause de l'Education. Par exemple, les frais d'édition des rapports financiers, des communications administratives aux parrains... Ils s'élèvent à 349 K€ (355 K€ en 2024).

Autres frais de fonctionnement :

Ce poste, d'un montant total de 1 761 K€ (1 022 K€ en 2024), inclut les frais financiers, les impôts et taxes et les frais de gestion.

5.3.4 Dotation aux provisions et amortissements

En 2025, nous constatons 91 K€ de dotations contre 70 K€ en 2024.

5.3.5 Reports en fonds dédiés

Les excédents dégagés sur ressources affectées font l'objet de "dotations" en fonds dédiés par le débit du compte "reports en fonds dédiés".

Ils s'élèvent à 886 K€ à la fin de l'exercice 2024.

6. CER

Le CER affiche la répartition précise des fonds collectés auprès du public en distinguant les dépenses liées aux missions sociales de celles consacrées aux frais de recherche de fonds et de gestion.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Missions sociales	6 648 725	7 633 246	1. Ressources liées à la générosité du public	10 394 868	10 720 823
Réalisées en France	3 291 128	3 560 931	Cotisations sans contrepartie	3 402	20 545
Actions réalisées par l'organisme	3 291 128	3 560 931	Dons, legs et mécénats	10 391 466	10 700 278
Versement à d'autres organisations			Dons manuels	10 169 457	10 211 204
Réalisées à l'étranger	3 357 597	4 072 315	Legs, donations et assurance-vie	98 438	366 442
Actions réalisées par l'organisme	287 112	221 107	Mécénats	123 571	122 632
Vietnam	287 112	218 379			
Haiti		2 728			
Versement à d'autres organisations	3 070 485	3 851 208	Autres ressources liées à la générosité du public		
Aide et Action Afrique	1 965 260	2 243 176			
Aide et Action Asie du Sud	631 182	930 412			
Aide et Action Asie du Sud Est et Chine	474 043	666 814			
Aide et Action International	-	10 806			
2. Frais de recherche de fonds	1 953 353	1 951 278			
Frais d'appel à la générosité du public	1 953 353	1 951 278			
Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement	1 442 309	1 146 454			
TOTAL DES EMPLOIS	10 044 386	10 730 978	TOTAL DES RESSOURCES	10 394 868	10 720 823
Dotations aux provisions et dépréciations	-	-	Reprise sur provisions et dépréciations		
Report en fonds dédiés de l'exercice	4 421	14 655	Utilisations de fonds dédiés antérieurs	4 914	24 810
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	350 975		DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		-
TOTAL	10 399 781	10 745 633	TOTAL	10 399 781	10 745 633

2 238 338

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	2 174 134	2 218 860
Excédent ou insuffisance de la générosité du public	350 975	-
Investissements ou désinvestissement nets liées à la générosité du public	19 338	- 44 726
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	2 544 448	2 174 134

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Contributions volontaires aux missions sociales	32 771	27 882	1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	46 783	48 218
Réalisées en France	32 771	27 882	Bénévolat	46 783	38 574
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		9 644
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	-	-	Dons en nature		
3. Contributions volontaires au fonctionnement	14 012	20 336			
TOTAL	46 783	48 218	TOTAL	46 783	48 218

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	91 221	101 376
Utilisation	- 4 914	- 24 810
Report	4 421	14 655
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	90 728	91 221

6.1 Utilisation des fonds issus de la générosité du public

Les emplois de l'exercice sont de 10 394 K€, répartis comme suit : 6 648 K€ pour la mission sociale, 1 953 K€ pour les frais de recherche de fonds et 1 442 K€ des frais de fonctionnement de l'exercice.

Au 31 décembre 2025, le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice s'élève à 2 534 K€.

6.2 Provisions

En 2025, nous ne constatons pas de dotations aux provisions et dépréciations.

6.3 Report en fonds dédiés sur ressources affectées

Les excédents dégagés sur ressources affectées font l'objet de "dotations" en fonds dédiés par le débit du compte "report en fonds dédiés sur ressources affectées".

Nous avons un report de 4 K€ à la fin de l'exercice 2025.